

Épargne-crédit

Progression de l'activité de financement en 2014

En Guadeloupe, en dépit d'une conjoncture économique peu favorable, l'activité de financement progresse en 2014. Ce regain d'activité est essentiellement lié à la demande de crédits des entreprises (+6 %) et dans une moindre mesure à celle des collectivités locales (+11 %). La collecte des dépôts enregistre pour sa part une croissance plus ralentie.

Cindy Candalen, Guillaume Dubois, Iedom

L'activité bancaire est en nette progression en 2014. L'encours sain des crédits atteint 8,6 milliards, soit une augmentation de 5,3 % sur un an. Cette évolution, essentiellement tirée par les entreprises, est supérieure à celle observée en 2013 (+ 2,9 %) et en 2012 (+ 3,1 %), mais reste inférieure à celle de 2011 (+ 7,1 %). Les entreprises demeurent les principales bénéficiaires du financement bancaire avec 46,3 % de l'encours sain, suivies par les ménages (37,8 %) et les collectivités locales (11,0 %).

Augmentation des crédits aux entreprises

Les financements consentis aux entreprises enregistrent une bonne performance sur un an (+ 6,0 % contre +0,6 % en 2013), pour s'établir à 4,0 milliards d'euros en fin d'année. Cette embellie est visible sur l'ensemble des segments.

Après un début d'année relativement stable, les crédits immobiliers, qui représentent 55,3 % de l'encours sain des entreprises, enregistrent une croissance plus soutenue (+ 4,8 % contre + 1,7 % un an plus tôt). Les crédits d'investissement, qui regroupent 35,6 % de l'encours sain aux entreprises, sont également en nette progression (+ 5,9 % après +0,9 % en 2013). Dans le détail, les crédits à l'équipement augmentent plus rapidement (+ 6,9 % contre + 2,9 % en 2013), en dépit d'une chute de l'effort d'équipement des entrepreneurs individuels (- 29,4 %). Après avoir fortement diminué en 2013 (- 8,2 %), le crédit-bail croît de 1,0 % en 2014. En parallèle, après six années consécutives de baisse, les crédits

d'exploitation renouent avec une croissance positive (+ 13,5 %) sur un an.

Perte de vitesse des crédits aux ménages

L'encours de crédits aux ménages, qui représente 3,2 milliards d'euros et concentre 37,8 % de l'activité de crédit, ralentit en 2014 : + 2,4 % après + 4,1 % en 2013 et + 4,9 % en 2012. Cette faible croissance est exclusivement imputable aux crédits à l'habitat qui représentent 68,9 % de l'ensemble des crédits aux ménages. Ils affichent un taux de croissance historiquement bas (+ 2,9 % après + 6,0 % un an plus tôt). En revanche, l'encours des crédits à la consommation progresse de 1,4 % sur l'année après avoir stagné en 2013.

Hausse soutenue des crédits aux collectivités locales

Les crédits aux collectivités locales, qui représentent 11,0 % de l'activité de crédit, affichent une forte hausse (+ 11,9 %, après + 0,1 % en 2013) pour atteindre 0,9 milliard d'euros. Ils sont essentiellement constitués de crédits d'investissement (95,5 %). L'encours total est porté à hauteur de 90,1 % par les établissements de crédit locaux (ECIL).

Diminution des créances douteuses

L'encours des créances douteuses brutes s'établit à 483 millions d'euros à fin 2014. Il continue de diminuer sur un an bien qu'à un rythme plus modéré (- 1,9 %, après - 10,6 % en 2013). La proportion de ces créances douteuses dans l'ensemble des crédits consentis est également en retrait

(- 0,4 point) et s'élève à 6,4 %. Les provisions, qui couvrent 62 % des créances douteuses brutes, poursuivent leur recul (- 3,1 %, après - 8,7 % en 2013).

Croissance ralentie des actifs financiers

La collecte nette d'épargne ralentit en 2014. À 7,6 milliards d'euros, les actifs financiers des agents économiques augmentent de 3,1 % sur un an (soit + 230,5 millions d'euros) contre + 4,3 % en 2013 et + 4,7 % en 2012. La hausse est plus marquée pour les entreprises (+ 15,1 %) que pour les ménages (+ 1,1 %), ces derniers représentant près des trois quarts des actifs financiers. En revanche, les actifs financiers des autres agents chutent de 10,1 % (soit - 48,6 millions d'euros).

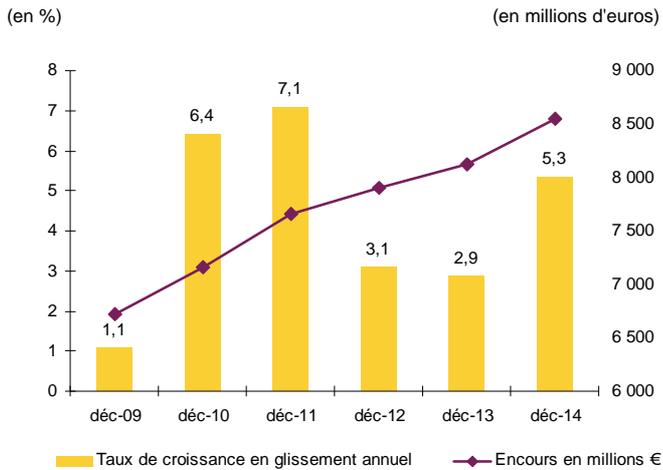
Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents (35,8 %), affichent une hausse moins soutenue (+ 4,8 %, après + 6,8 % en 2013), sous l'effet du repli des dépôts à vue des ménages (- 0,8 %) et des autres agents (- 18,0 %). De même, les placements liquides ou à court terme augmentent de 1,3 % après + 3,0 % en 2013. Les comptes d'épargne à régime spécial enregistrent une croissance inférieure à celle de l'année précédente (+ 1,7 % après + 5,0 %), en raison d'une perte de vigueur des livrets A (+ 1,4 % contre + 6,6 %) et des livrets de développement durable (+ 6,9 % contre + 16,5 %), devenus moins rémunérateurs. L'épargne longue continue pour sa part de progresser (+ 3,2 % après + 2,8 % un an plus tôt), tirée par les produits d'assurance-vie (+ 3,9 %) et les plans d'épargne-logement (+ 6,8 %).

Pour en savoir plus

- Rapport Annuel Guadeloupe 2014 – Edition 2015 de l'IEDOM et les notes Infos financières. Toutes les publications de l'Institut sont disponibles en ligne sur le site internet : www.iedom.fr

1 Poursuite de la progression des encours bancaires en 2014

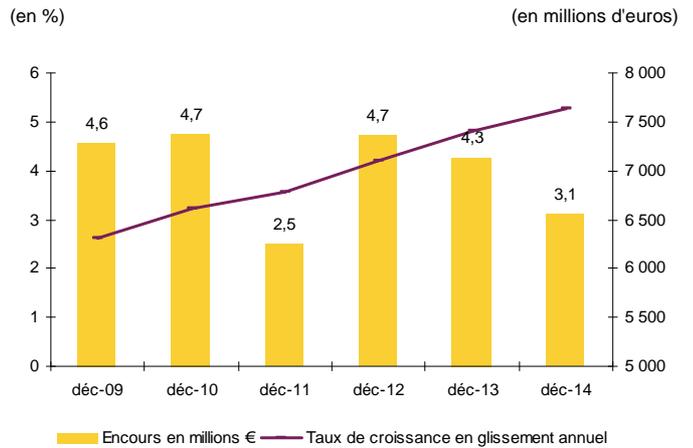
Évolution des concours bancaires entre décembre 2009 et décembre 2014



Source : ledom.

3 Ralentissement des actifs financiers

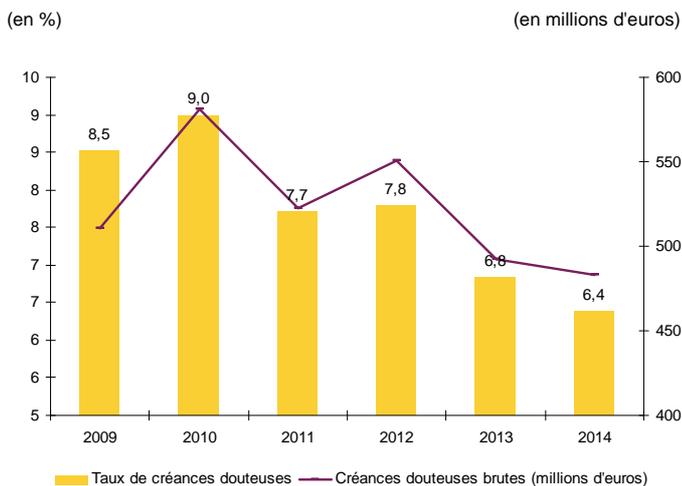
Évolution des actifs financiers entre décembre 2009 et décembre 2014



Source : ledom.

2 Diminution des créances douteuses en 2014

Évolution des créances douteuses



Source : ledom.